**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS**
**LA HAYE**

CONVENTION CONCERNANT LA COMPÉTENCE, LA LOI APPLICABLE, LA RECONNAISSANCE, L'EXÉCUTION ET LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ PARENTALE ET DE MESURES DE PROTECTION DES ENFANTS
(La Haye, le 19 octobre 1996)

Notification conformément à l'article 63 de la Convention

## RATIFICATIONS

**Espagne**, 06-09-2010
Conformément à l'article 61, deuxième paragraphe, sous a, la Convention entrera en vigueur pour l'Espagne le 1er janvier 2011.

Sous les déclarations et les réserves suivantes:

Dans le cas où la présente Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, serait étendue par le Royaume-Uni au territiore de Gibraltar, le Royaume d'Espagne souhaite émettre la déclaration suivante:
1. Gibraltar est un territoire non autonome dont les relations extérieures sont sous la responsabilité du Royaume-Uni et qui fait l'objet d'un processus de décolonisation en accord avec les décisions et résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies.
2. Les autorités de Gibraltar ont un caractère local et exercent des compétences exlusivement internes qui trouvent leur origine et leur fondement dans une distribution et une attribution de compétences effectuées par le Royaume-Uni, conformément aux dispositions de sa législation interne, en sa qualité d'État souverain dont dépend ledit territoire non autonome.
3. En conséquence, la participation éventuelle des autorités gibraltariennes à l'application de la Convention sera réputée se dérouler exclusivement dans le cadre des compétences internes de Gibraltar, et ne pourra être considérée comme modifiant en quoi que ce soit les dispositions des deux paragraphes précédents.
4. La procédure prévue dans le Régime relatif aux autorités de Gibraltar dans le contexte de certains traités internationaux (2007), adopté par l'Espagne et le Royaume-Uni le 19 décembre 2007, s'applique à la présente Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants.
En vertu des dispositions de l'article 34.2 de la Convention, l'Espagne déclare que les demandes prévues à l'article 34.1 ne pourront être acheminées que par l'intermédiaire de son Autorité centrale.
Conformément aux dispositions de l'article 55:
En vertu des dispositions des articles 60 et 55.1 a) et b) de la Convention, l'Espagne se réserve la compétence de ses autorités pour prendre des mesures tendant à la protection des biens d'un enfant situés sur son territoire, ainsi que le droit de ne pas reconnaître une responsabilité parentale ou une mesure qui serait incompatible avec une mesure prise par ses autorités par rapport à ces biens.

**Luxembourg**, 05-08-2010
Conformément à l'article 61, deuxième paragraphe, sous a, la Convention entrera en vigueur pour le Luxembourg le 1er décembre 2010.

Sous la déclaration suivante:

Le Grand-Duché de Luxembourg confirme la déclaration prononcée au moment de la signature:

Les articles 23, 26 et 52 de la Convention accordent aux parties contractantes une certaine souplesse afin qu'une procédure simple et rapide puisse être appliquée à la reconnaissance et à l'exécution des décisions. Les règles communautaires prévoient un système de reconnaissance et d'exécution qui est au moins aussi favorable que les règles énoncées dans la Convention. Par conséquent, une décision rendue par une juridiction d'un Etat membre de l'Union européenne sur une question relative à la Convention, est reconnue et exécutée au Luxembourg par application des règles internes pertinentes du droit communautaire.

**Roumanie**, 08-09-2010
Conformément à l'article 61, deuxième paragraphe, sous a, la Convention entrera en vigueur pour la Roumanie le 1er janvier 2011.

Sous les déclarations et les réserves suivantes:

*(Traduction)*
1. Conformément à l'article 34, paragraphe 2, de la Convention, la Roumanie déclare que les demandes prévues au paragraphe premier de l'article 34 ne pourront être acheminées que par l'intermédiaire de son Autorité centrale, soit l'Autorité nationale de protection des droits des enfants.
2. Conformément à l'article 2 de la décision du Conseil n° 2003/93/CE du 12 décembre 2002 autorisant les États membres à signer, dans l'intérêt de la Communauté, la Convention de La Haye de 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, publiée au journal officiel des Communautés européennes n° L 48 du 21 février 2003, la Roumanie déclare ce qui suit :
Les articles 23, 26 et 52 de la Convention accordent aux parties contractantes une certaine souplesse afin qu'une procédure simple et rapide puisse être appliquée à la reconnaissance et à l'exécution des décisions. Les règles communautaires prévoient un système de reconnaissance et d'exécution qui est au moins aussi favorable que les règles énoncées dans la Convention. Par conséquent, une décision rendue par une juridiction d'un État membre de l'Union européenne sur une question relative à la Convention est reconnue et exécutée en Roumanie par application des règles internes pertinentes du droit communautaire.
Conformément aux articles 60 et 55, paragraphe premier, de la Convention, la Roumanie:
a) réserve la compétence de ses autorités pour prendre des mesures tendant à la protection des biens d'un enfant situés sur son territoire;
b) se réserve de ne pas reconnaître une responsabilité parentale ou une mesure qui serait incompatible avec une mesure prise par ses autorités par rapport à ces biens.

## AUTORITÉS

**Espagne**, 06-09-2010

L'Espagne désigne comme Autorité centrale, aux fins de l'article 29.1 de la Convention, la direction générale de Coopération juridique internationale du ministère de la Justice, C/ San Bernardo, 62. 28071 Madrid.

**Luxembourg**, 05-08-2010

... l'autorité centrale compétente au sens de l'article 29 de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996, concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants est le Parquet Général.

**Roumanie**, 08-09-2010

*(Traduction)*
1. Conformément à l'article 29, paragraphe premier, de la Convention, l'Autorité nationale de protection des droits des enfants est désignée comme Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.
2. Conformément à l'article 40, paragraphe 3, de la Convention, l'autorité roumaine habilitée à établir le certificat prévu aux paragraphes 1 et 2 du même article est le tribunal de Bucarest.
3. Conformément à l'article 44, les demandes prévues aux articles 8 et 9 doivent être envoyées au Ministère de la Justice et celles prévues à l'article 33 à l'Autorité nationale de protection des droits des enfants.

La Haye, le 27 septembre 2010

XXXIV Protection des enfants No. 3/2010

**MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS**
**THE HAGUE**

CONVENTION ON JURISDICTION, APPLICABLE LAW, RECOGNITION, ENFORCEMENT AND CO-OPERATION IN RESPECT OF PARENTAL RESPONSIBILITY AND MEASURES FOR THE PROTECTION OF CHILDREN
(The Hague, 19 October 1996)

Notification pursuant to Article 63 of the Convention

## RATIFICATIONS

**Luxembourg**, 05-08-2010
The Convention will, in accordance with Article 61, second paragraph, sub-paragraph a, enter into force for Luxembourg on 1 December 2010.

With the following declaration:

*(Translation)*
The Grand Duchy of Luxembourg confirms the declaration pronounced at the time of signature:

Articles 23, 26 and 52 of the Convention allow Contracting Parties a degree of flexibility in order to apply a simple and rapid regime for the recognition and enforcement of judgments. The Community rules provide for a system of recognition and enforcement which is at least as favourable as the rules laid down in the Convention. Accordingly, a judgement given in a Court of a Member State of the European Union, in respect of a matter relating to the Convention, shall be recognised and enforced in Luxembourg by application of the relevant internal rules of Community law.

**Romania**, 08-09-2010
The Convention will, in accordance with Article 61, second paragraph, sub-paragraph a, enter into force for Romania on 1 January 2011.

With the following declarations and reservations:

1. In accordance with Article 34, paragraph 2 of the Convention, Romania declares that the requests received under paragraph 1 of Article 34 shall be communicated to its authorities only through its Central Authority, respectively, the National Authority for the Protection of Child's Rights;
2. In accordance with Article 2 of the Council Decision no.2003/93/CE of 12 December 2002, authorizing the Member States, in the interest of the Community, to sign the 1996 Hague Convention on jurisdiction, applicable law, recognition, enforcement and co-operation in respect of parental responsibility and measures for the protection of children, published in the Official Journal of the European Communities no. L 48 of 21 February 2003, Romania declares the following:
Articles 23, 26 and 52 of the Convention allow Contracting Parties a degree of flexibility in order to apply a simple and rapid regime for the recognition and enforcement of judgements. The Community rules provide for a system of recognition and enforcement which is at least as favourable as the rules laid down in the Convention. Accordingly, a judgement given in a Court of a Member State of the European Union, in respect of a

matter relating to the Convention, shall be recognised and enforced in Romania by application of the relevant internal rules of Community law.
In accordance with Article 60 together with Article 55, paragraph 1 of the Convention, Romania reserves:
a) the competence of its authorities to take measures for the protection of the child's goods situated on its territory;
b) the right not to recognize the parental responsibility or measures which are incompatible with the measures taken by its authorities concerning these goods.

**Spain**, 06-09-2011
The Convention will, in accordance with Article 61, second paragraph, sub-paragraph a, enter into force for Spain on 1 January 2011.

With the following declarations and reservations:

*(Translation)*
If the Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Cooperation in respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children were to be extended by the United Kingdom to the territory of Gibraltar, the Kingdom of Spain would like to make the following declaration:
1. Gibraltar is a non-autonomous territory whose international relations come under the responsibility of the United Kingdom and which is subject to a decolonisation process in accordance with the relevant decisions and resolutions of the General Assembly of the United Nations.
2. The authorities of Gibraltar have a local character and exercise exclusively internal competences which have their origin and their foundation in a distribution and attribution of competences performed by the United Kingdom in compliance with its internal legislation, in its capacity as sovereign State on which the said non-autonomous territory depends.
3. As a result, any participation of the Gibraltar authorities in the application of this Convention will be understood as carried out exclusively within the framework of the internal competences of Gibraltar and cannot be considered to modify in any way the provisions of the two previous paragraphs.
4. The process provided for by the Arrangements relating to Gibraltar authorities in the context of certain international treaties (2007), agreed by Spain and the United Kingdom on 19 December 2007, applies to the Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Cooperation in respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children.
Pursuant to the provisions of article 34, paragraph 2 of the Convention, Spain declares that the requests referred to in article 34, paragraph 1 shall be communicated to its authorities solely through its Central Authority.
In accordance with the provisions of Article 55:
Pursuant to the provisions of article 60 and article 55, paragraph 1(a) and (b) of the Convention, Spain reserves the jurisdiction of its authorities to take measures directed to the protection of the property of a child which is situated on its territory, and the right not to recognise any parental responsibility or measure in so far as it is incompatible with any measure taken by its authorities in relation to that property.

## AUTHORITIES

**Luxembourg**, 05-08-2010

*(Translation)*
The competent Central Authority within the meaning of article 29 of the Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition,

Enforcement and Cooperation in respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children is the Parquet Général.

**Romania**, 08-09-2010

1. In accordance with Article 29, paragraph 1 of the Convention, the National Authority for the Protection of Child's Rights is designated as the Central Authority to discharge the duties which are imposed by this Convention;
2. In accordance with Article 40, paragraph 3 of the Convention, the competent Romanian authority to draw up the certificate provided in paragraphs 1 and 2 of Article 40 is the Bucharest Tribunal;
3. In accordance with Article 44, the requests provided in Articles 8 and 9 shall be addressed to the Ministry of Justice and the requests provided in Article 33 shall be addressed to the National Authority for the Protection of Child's Rights;

**Spain**, 06-09-2010

*(Translation)*
For the purposes of article 29, paragraph 1 of the Convention, Spain designates as its Central Authority the Directorate-General of International Legal Cooperation (Dirección General de Cooperación Jurídica Internacional) of the Ministry of Justice, C/ San Bernardo 62, 28071 Madrid.

The Hague, 27 September 2010

XXXIV Protection of Children No. 3/2010